

Crise du gaz : la Norvège peut-elle sauver l'Europe ?

Titre(s) : Crise du gaz : la Norvège peut-elle sauver l'Europe ? [[periodique]] / Baptiste Langlois

Ensemble : Express (L') 3902

Auteur(s) : Langlois, Baptiste

Editeur, producteur : 16/04/26

Description matérielle : pp.58-59

ISSN : 0014-5270

Note sur la description matérielle : 2

Résumé ou extrait : La Norvège cherche à renforcer sa place de fournisseur stratégique de gaz de l'Union européenne en profitant des bouleversements géopolitiques récents. Après l'invasion de l'Ukraine, elle a aidé l'Europe à réduire sa dépendance au gaz russe : ses exportations vers l'UE sont passées de 79,5 milliards de mètres cubes en 2021 à 97,2 milliards l'an dernier, soit environ un tiers des besoins des 27 Etats membres. Le conflit au Moyen-Orient accentue encore cet avantage, Oslo étant perçue comme un partenaire plus fiable que les Etats-Unis de Donald Trump, accusés d'utiliser le GNL comme levier de pression. Cette montée en puissance reste toutefois contrainte à court terme. Les autorités norvégiennes ont modifié certaines licences de production pour favoriser le gaz plutôt que le pétrole, mais les capacités des gazoducs vers l'Europe fonctionnent déjà presque au maximum. Pour accroître son rôle à moyen et long terme, la Norvège pousse donc à l'ouverture de nouveaux gisements, notamment dans l'Arctique. Le gouvernement a proposé en janvier d'ouvrir 38 nouvelles zones à l'exploration en mer de Barents, où le pays ne dispose pour l'instant que de deux champs gaziers. Cette orientation suscite des critiques environnementales et soulève des questions de sécurité du fait de la proximité avec la Russie. L'article montre aussi comment Oslo tente d'influencer la stratégie arctique de l'UE, en cours de révision. Alors que Bruxelles défendait en 2021 un moratoire international sur les forages dans la région, la Norvège et certains acteurs comme Rystad Energy cherchent à assouplir cette ligne. Mais le développement de nouveaux projets gaziers entrerait en tension avec l'agenda européen de décarbonation, car il prolongerait l'exploitation sur plusieurs décennies, au-delà de 2050. En parallèle, la Norvège, bien qu'extérieure à l'UE, approfondit ses liens avec elle via l'EEE et un partenariat stratégique signé en 2024 sur les minerais critiques et les chaînes de valeur des batteries, dans une relation d'interdépendance qui nourrit aussi le débat sur une éventuelle adhésion....

Sujet - Nom commun : Gaz naturel -- Norvège -- Europe
Sécurité énergétique -- Norvège -- Europe